

LE CHIFFRE À LA UNE

? %

Le phénomène de l'abandon de poste qui a pourtant conduit l'Assemblée nationale à adopter un amendement permettant de l'assimiler à une démission pour limiter l'accès à l'assurance chômage est difficilement quantifiable. Les syndicats ayant réagi à cette mesure ont pointé des cas marginaux tandis que le gouvernement a indiqué de son côté qu'il était en augmentation constante...



LE CONSEIL DE LA SEMAINE

PROCÉDURES INTERNES RELATIVES AUX LANCEURS D'ALERTE

Les nouvelles règles issues des lois Wasserman relatives à la protection des lanceurs d'alertes, au recueil et au traitement des signalements internes et externes sont entrées en vigueur depuis le 1er septembre 2022 et leur décret d'application a été publié au JO le 4 octobre dernier.

Le champ des bénéficiaires de la protection est étendu, la hiérarchie entre signalement interne et externe a été supprimée, et la procédure interne doit prévoir 2 phases: recueil et traitement du signalement.

Notre conseil : Au-delà de la mise à jour du règlement intérieur pour informer les salariés, les entreprises d'au moins 50 salariés doivent se mettre en conformité en instaurant ou en actualisant leur procédure de signalement interne (note de service ou accord collectif).



L'ACTU DU CAB'

Voxius Avocats

Classements

Pratique réputée

Droit social - Contentieux individuel à risques - Classement 2022 - Cabinet d'Avocats

Pratique de qualité

Droit social - Négociations collectives et relations sociales - Classement 2022 - Cabinet d'Avocats

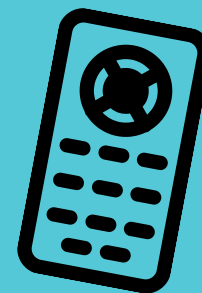
Le cabinet est très fier d'être distingué dans le classement 2022 Décideurs Magazine - Leaders League pour sa première année d'existence !

L'INFO DE LA SEMAINE

LES MODALITES DE LA PRIME DE PARTAGE DE LA VALEUR PRECISEES

L'instruction de la Direction de la sécurité sociale relative aux conditions d'attribution et de versement de la prime de partage de la valeur (PPV) a été publiée au BOSS ce 10 octobre sous forme de Q/R.

Il s'agit principalement d'une reprise de la mouture de la prime PEPA. Parmi les précisions à retenir, la PPV pourrait être versée à une partie seulement des salariés en fixant un plafond de rémunération (à l'exclusion de tout autre critère) au dessus duquel les salariés ne pourront pas y prétendre. Par ailleurs, sous réserve de le préciser dans l'accord ou la DUE, il est possible d'attribuer des montants de prime différents selon l'établissement dont relèvent les salariés, voire attribuer la prime seulement aux salariés relevant d'un ou plusieurs établissements. Il est aussi indiqué que les apprentis doivent bénéficier de la prime dans les mêmes conditions que les autres salariés.



LE ZAPPING DE LA JURISPRUDENCE

- Lorsque la baisse significative des commandes ou du chiffre d'affaires n'est pas établie, il appartient au juge pour déterminer si le licenciement économique est justifié, de rechercher si les difficultés économiques sont caractérisées par au moins un des autres indicateurs économiques mentionnés par le Code du travail ou de tout autre élément de nature à justifier ces difficultés, par exemple des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social et un niveau d'endettement très important (*Cass. soc. 21 septembre 2022, n°20-18.511*)

-La consultation ponctuelle sur la modification de l'organisation économique ou juridique de l'entreprise ou en cas de restructuration et compression des effectifs n'est pas subordonnée au respect préalable par l'employeur de l'obligation de consulter le CSE sur les orientations stratégiques de l'entreprise (*Cass. soc. 21 septembre 2022, n°20-23.660*).